



**Bourse Uemoa**

**La BRVM ouvre sa séance du Jour**  
*La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente...* • (Page 07)

**Ligne de crédit**

**La BAD accorde 50 millions USD et 50 millions d'euros à la BDC**  
*Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) a approuvé le 24 janvier 2022 à Abidjan, ..* • (Page 04)

**Economie**

**La demande en or a explosé depuis 2011**  
*La demande globale d'or a atteint en 2022, son plus niveau le plus élevé depuis 2011, portée par des ...* • (Page 08)



**Sommet Dakar 2 - Nourrir L'Afrique**

**La BOAD, leader de la lutte contre la pauvreté**



**Togo /Millenium Challenge Account**

**Consultations pour formuler programme Compact**

• (Pages 03)

**Investissement**

**6ème édition de l'AIFA, le 7 février 2023 à Paris**

*Créé en 2017 par Leaders League et Décideurs Magazine, l'Africa Investments Forum ...* • (Page 02)

**Transformation industrielle**

**Même vision de Lomé à Libreville**

*Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé, arrivé ce 30 janvier 2023 à Libreville pour une visite de travail et d'amitié de 48 ...* • (Page 05)

**Intégration Régionale**

**Le Comité National de Consultation en réflexion à Kpalimé**

*Akou Mawussé A. ADETOU-AFIDEGNIGBA, Directrice de cabinet du ministre de l'Economie et des Finances ...* • (Page 11)

**UEMOA**

**Les membres de la Cour de justice prêtent serment ce jour**

*Avis est donné aux membres d'organes, au personnel de l'Union et au public que ...* • (Page 12)

Advertisement for Career Academy Institute (CAI) featuring a woman's portrait and the text: "Accredited Financial Analyst® (AFA) Etre un professionnel qualifié de la finance à l'international!". Contact info: www.career-academyinstitute.com, +228 93277876 / 92123162 / 99265828.

## Investissement

## 6ème édition de l'AIFA, le 7 février 2023 à Paris

Créé en 2017 par Leaders League et Décideurs Magazine, l'Africa Investments Forum & Awards (AIFA) réunit chaque année plus de 500 dirigeants d'entreprises publiques et privées, experts et institutionnels pour une journée d'information et d'échange autour des opportunités d'affaires sur le continent africain, notamment dans les secteurs de l'énergie, des infrastructures et de l'aménagement urbain.

• Wilson LAWSON

Au programme : une série de panels et de conférences ponctuées par un déjeuner d'affaires et une cérémonie de remise de prix. Les participants bénéficieront également de sessions « Meet & Greet » dédiées aux investisseurs en recherche de projets à financer et aux entreprises à la recherche de fonds. Consacrée aux perspectives politiques d'un partenariat Europe-Afrique renouvelé, la plénière d'ouverture réunira Hugues Mbadinga Madiya, Ministre de la Promotion des Investissements, des Partenariats Publics-Privés, chargé de l'Amélioration de l'Environnement des Affaires du Gabon, et Chipoka Mulenga, Ministre du Commerce et de l'Industrie de Zambie. Seront également présents : Etienne Giros (Président, Conseil des Investisseurs français en Afrique), Laureen Kouassi-Olson (PDG, Birimian Ventures), Christian Yoka, (Directeur Afrique, Agence Française de Développement), Mossadeck Bally (PDG, Groupe Azalaï), Thomas Lebrouilly (COO Afrique, Akuo), Holy Razaivozanany (Directrice des Relations publiques et des Partenariats, Fondation Afrique-Europe), Rudolph Bella (Senior Investment Di-



rector, Africa50 Infrastructure Acceleration Fund), Alain Saraka (Chief Strategy Officer, ARISE IIP & ARISE IS), Rita Maria Zniber (Chairman & CEO, Diana Holding), Isabelle Bébéar (Directrice et Responsable des Affaires internationales et européennes, Bpifrance), Samba Bathily (CEO, ADS - Groupe Africa Development Solutions)... Décernés par un jury indépendant de 50 experts, les Trophées 2023 compteront trois nouvelles catégories : « Meilleur Projet Infrastructure pour la ville durable », qui récompensera les opérateurs engagés dans le développement d'un projet d'infrastructure permettant d'améliorer la durabilité d'une ville sur les plans environnemental, économique et social ; « Personnalité africaine de l'année », qui distinguera une personnalité engagée en faveur du développement du continent ; et « Start-up africaine la plus innovante », prix remis à une jeune entreprise qui aura su allier esprit

d'innovation et croissance. « Nous sommes très heureux que l'AIFA revienne pour une nouvelle édition placée sous le signe du partenariat Europe-Afrique. Elle ouvre de nombreuses opportunités de coopération et d'échanges pour les entreprises et les institutions, et met en lumière les réussites des deux côtés de la Méditerranée, véritables traits d'union entre les deux continents », souligne Gaël Chervet, Président du Groupe Ficade - Leaders League, organisateur de l'événement.

#### À propos du Groupe Ficade

Créé en 2010 par Gaël Chervet, le Groupe Ficade est aujourd'hui un des principaux groupes de médias professionnels en France, présent dans les secteurs de la finance, du patrimoine, du droit, des ressources humaines, de l'environnement, de l'immobilier, de l'informatique et de la santé. Le Groupe Ficade développe une activité d'agence de notation via les classements Décideurs, connus à l'international sous le nom de Leaders League, et organise une centaine d'événements professionnels par an.



## Image du jour



Une délégation de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC), conduite par son président, Dr. George Agyekum Donkor, effectue une visite à l'India Exim Bank.

## AUX DECIDEURS...

### De l'évolution du poids du pain... !

Les cours du blé s'étaient envolés à près 400 dollars la tonne sur le marché mondial mi-mai 2022, le double de l'année 2021 alors que le trafic marchand était presque au point mort sur la mer Noire.

A ce moment au Togo, le prix du sac de farine de blé a fait l'objet de spéculation et de pénurie artificielle dans certains points de vente à Lomé et à l'intérieur du pays. Le sac de la farine de blé de 50kg qui se vendait à 19.500F était passé à presque à 30.000F voire 32.000F en mai 2022.

Le prix du pain, en réalité n'a pas connu une augmentation, par contre c'est la forme qui a changé. Le pain de 200 FCFA avait la forme de celui de 100 FCFA et celui de 300 à celui de 200 ainsi de suite. C'était la stratégie du prix inchangé contre la forme diminuée pour garder la clientèle qui subit d'autre hausse de prix ailleurs.

Les boulangers comme les consommateurs se sont plaints. Leur désarroi a été porté par la société civile notamment par l'Association Togolaise des Consommateurs (ATC) et la Ligue Togolaise des Consommateurs (LCT). Une réaction sans effet.

Bientôt un an après l'invasion russe, c'est presque un retour à la case départ. Les marchés ont appris à vivre avec la crise. La détente s'est amorcée fin mai-début juin avec de premières estimations de production rassurantes et la reprise des exportations d'Ukraine, d'abord par la route et le rail, puis par la mer.

L'Ukraine exporte presque 5 millions de tonnes de blé depuis août passé, toutes voies confondues, se rapprochant des plus de 5 millions par mois d'avant-guerre. Les analystes voient le cours du blé continuer à refluer à moyen terme.

Pourtant le poids du pain au prix initial ne baisse pas. A priori, la baisse des prix n'est pas attendu avant la fin du premier semestre. Il faut dire que si le prix du blé à diminuer sur le marché international, celui de l'essence, du sucre, de l'huile voire même du sel ou autres denrées qui rentrent dans la fabrication du pain n'ont pas encore connu la baisse.

Une seconde hypothèse laisse croire que le prix du pain sera maintenu voire va connaître une augmentation. Compte tenu de la poursuite de la guerre en Ukraine, principal producteur de blé, plusieurs entreprises ont acquis des tonnes de blé au prix coûteux en réserve. Ces grossistes ne peuvent pas écouler leur stock en baissant les prix au risque d'enregistrer des pertes.

L'Association Togolaise des Consommateurs (ATC) vient de lancer un appel aux gouvernants de revoir à la baisse le prix du pain. Une initiative opportune qui coïncide avec la baisse du prix des produits pétroliers.

De fait, ce sont les gouvernants qui doivent expliquer aux consommateurs que même si le prix du blé a baissé, le prix du pain ne va pas baisser automatiquement.

En attendant, le consommateur togolais doit se tourner vers les pains produits localement à base du manioc ou du soja qui sont sans gluten. Des pains bons pour la santé et au prix abordable.

Midas Tigossou

### Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km <sup>2</sup>	21,7 km <sup>2</sup>	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Sommet Dakar 2 - Nourrir L'Afrique

# La BOAD, leader de la lutte contre la pauvreté

La Banque ouest africaine de développement (BOAD) s'implique davantage dans la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Serge EKUE, président de la BOAD en mission au Sommet Dakar 2 - Nourrir L'Afrique, du 25 au 27 janvier 2023, a exposé les actions entreprises par la banque et les orientations stratégiques qu'elle se fixe pour répondre aux défis de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest au cours du panel « Development Bank : building multilateral partnership and financing support », le jeudi 26 janvier 2023.

La BOAD se pose et intervient en leader de la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les régions du Sahel, particulièrement impactées par les changements climatiques. Pouvez-vous nous en dire plus sur les actions entreprises par la BOAD à cet égard, et quelles sont les orientations stratégiques qu'elle se fixe pour répondre aux défis de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest ?

La BOAD est pleinement engagée auprès de ses Etats membres et du secteur privé, dans le financement de projets structurants de développement agricole, pour contribuer à lutter contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. A ce jour, ses financements cumulés dans

l'agriculture ressortent à plus de 1,5 Mds EUR, soit c.15% de son bilan en stock.

En outre, la BOAD est engagée dans des programmes contra-cycliques, en faveur des Etats, afin de contribuer à résorber les chocs des crises alimentaires.

Au titre des récentes mesures, nous pouvons énumérer :

Le Programme d'assurance récolte : initié dans le but de sécuriser les revenus des agriculteurs et des MPME agricoles contre les aléas climatiques dans tous les pays de l'UEMOA. Son implémentation est en cours au Bénin, au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Les études d'implémentation sont en cours dans les autres pays de l'Union.

La mise en place deux programmes de montants respectifs de 500 M EUR (COVID-19 en 2020) et 300 M EUR (SONGTAABA en 2022), en faveur des Etats



et du privé pour leur permettre de répondre à l'urgence liée notamment aux besoins alimentaires en lien avec la flambée des prix des céréales face aux chocs de la Covid-19 et à la crise ukrainienne.

La mobilisation d'environ 300M EUR pour le finance-

ment de projets d'agriculture climato-intelligente et le renforcement de la résilience des petits exploitants agricoles, grâce à des techniques d'agriculture intelligente, dans le cadre de son accréditation auprès des Fonds climats.

L'émission, en 2021, des premières obligations durables en Afrique subsaharienne, pour environ 750 M EUR. vue de renforcer la soutenabilité de ses financements dans le secteur agricole.

Les orientations stratégiques de la BOAD pour contribuer à l'atteinte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest passent par l'adoption du Plan stratégique Djoliba 2021-2025, basé sur une approche sec-

torielle, avec des prévisions de financement de l'agriculture et de l'agro-industrie, pour un montant d'environ 1 Md EUR, sur cette période. Djoliba vise spécifiquement à accroître la production vivrière, d'environ 200 000 tonnes additionnelles par an, avec une implication plus accrue du privé dans le cadre de PPP.

Pour ce faire, la BOAD a compris que la capacité des Banques de Développement à financer des projets d'envergure provient, en grande partie, de leur robustesse, notamment de leur niveau de capitalisation. Plus, une banque dispose de fonds propres élevés, plus elle est en mesure de proposer des

offres financières avantageuses.

Ainsi, la Banque travaille, depuis plus de deux ans, au projet d'Augmentation de son Capital, à hauteur de 900M EUR.

C'est le lieu de remercier tous les actionnaires et tous les partenaires qui ont œuvré à ce succès.

En vue de renforcer l'impact de Djoliba sur le bien-être de nos populations, la Banque a consacré un de ses trois axes d'intervention à la résilience au changement climatique, avec l'ambition d'injecter 25% du total de ses engagements (plus de 1,2 Mds EUR), au profit des financements climatiques.

Enfin, dans le cadre de son plan ESG, la BOAD mettra un accent particulier dans la décarbonation du portefeuille de projets agricoles, par le financement de projets agricoles verts et la mise en œuvre de mesures et de mécanismes de compensation. La BOAD, rappelons-le, fête son 50e anniversaire en cette année 2023. Elle est notre institution de financement pour le développement équilibré des 8 pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africain (UEMOA). Ensemble, nous œuvrons et nous nous attelons à ces objectifs.



## Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Source : FMI ; World economic outlook ; dernières données disponibles ; (e) estimation

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dette publique (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dette extérieure publique (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

## Togo /Millenium Challenge Account

## Consultations pour formuler programme compact

Lomé, la capitale togolaise a abrité, le 31 janvier 2023 l'atelier de consultation des parties prenantes pour la formulation du programme compact du Togo.

● Joël YANCLO

Le présent atelier s'inscrit dans la phase préparatoire de formulation du programme COMPACT et il nous revient d'identifier les principaux obstacles à la croissance de l'économie togolaise pour permettre la conception du programme d'assistance », a déclaré AKAYA Kpobiew Tchasso, Secrétaire général du ministère de l'économie et des finances, Coordonnateur National du Programme Compact. Il remercie à nouveau le gouvernement américain et la mission du MCC auprès du Togo pour leurs efforts et appuis inconditionnels et le cabinet McKinsey pour son accompagnement technique soutenu. Conformément à la feuille de route gouvernementale du Togo qui met l'accent sur l'inclusion, la transformation économique et digitale, il est important d'assurer la prise en compte de l'ensemble des perspectives du secteur public et du secteur privé, dans l'ensemble des domaines d'activités, pour identifier les contraintes majeures et activer les leviers de changement pertinents. Le gouvernement Togolais, met en œuvre les projets du Programme Threshold et enregistre des résultats notables. Notons que pour le Togo, deux projets sont en cours d'exécution pour le compte du programme Threshold : un projet sur les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) qui appuie le Gouvernement Togolais dans le cadre du renforcement de l'efficac-



ité et de l'indépendance du régulateur des communications électroniques au Togo et le Projet de réforme foncière pour l'accroissement de la productivité agricole (LRAP) qui contribue à l'amélioration du cadre réglementaire foncier du Togo et permet de tester des méthodologies efficaces pour sécuriser les droits fonciers coutumiers. Après la validation de 14 indicateurs sur 4 années successives, notre pays est devenu éligible au programme COMPACT, le 14 Décembre 2022 au cours du sommet des Chefs d'Etats organisé entre les Etats Unis et l'Afrique, pour développer de nouveaux programmes de subventions. « C'est l'occasion de féliciter le conseil d'administration et l'unité de gestion du programme Threshold pour les excellents résultats obtenus, mais aussi de souligner que nous devons rester autant mobilisés, sinon encore plus, pour la mise en œuvre du programme COMPACT », a indiqué le Coordonnateur National du Programme Compact. Pour rappel, depuis les années 2014, le Togo a entrepris des réformes courageuses

telles que l'amélioration du climat des affaires, l'assainissement des finances publiques, la modernisation des services publics et la promotion de la bonne gouvernance. Cette dynamique a entraîné l'admission du Togo au programme Threshold du Millennium Challenge Corporation. En effet le 14 février 2019, le gouvernement de la République du Togo et le gouvernement des États-Unis d'Amérique, agissant par l'intermédiaire du Millennium Challenge Corporation, ont signé un accord pour la mise en œuvre du programme Threshold de 35 millions de dollars dont l'objectif est de soutenir les réformes institutionnelles et politiques qui visent à réduire les contraintes à la croissance économique au Togo. L'accélération de la croissance économique est une priorité pour le Gouvernement Togolais qui s'est doté d'une feuille de route claire de projets et réformes prioritaires à mettre en œuvre jusqu'en 2025. La mise en œuvre de ces projets et réformes prioritaires, cumulés à la dynamique des investissements privés ont permis de relever le rythme de croissance ces deux dernières années, dans un contexte mondial marqué par la crise due à la pandémie à coronavirus, la guerre en Ukraine, l'inflation et les menaces terroristes.



## Chambre de commerce

## La CCI Togo vulgarise ses nouveaux textes

La délégation spéciale consulaire de la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCI-Togo), a débuté ce lundi 30 janvier 2023 à Lomé, une série de présentations de ses nouveaux textes aux opérateurs économiques.

L'ouverture de cette campagne de partage et d'information, l'équipe dirigeante intérimaire a principalement mis l'accent sur la loi portant attribution, organisation et fonctionnement de la CCI-Togo, celle du régime élec-

toral de l'institution ainsi que les nouveaux textes issus des réformes. Selon les nouvelles dispositions, la délégation consulaire doit désormais compter 75 élus, dont 27 implantés dans les régions, et 48 au niveau national. Également, le nou-

veau Président de la CCI-Togo n'aura plus de statut de salarié. En revanche, les textes prévoient, la prise en charge des dépenses effectuées par celui-ci pour le compte de l'institution, notamment les voyages de mission.

Avec Togo First

## Ligne de crédit

## La BAD accorde 50 millions USD et 50 millions à la BICD

Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) a approuvé le 24 janvier 2022 à Abidjan, une ligne de crédit à double monnaie pour le financement du commerce en faveur de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC), d'un montant de 50 millions de dollars et de 50 millions d'euros. Un cofinancement supplémentaire de 30 millions de dollars proviendra du Fonds « Africa Growing Together » (AGTF), une facilité parrainée par la Banque populaire de Chine.



● Joël YANCLO

La BIDC utilisera cette facilité d'une durée de trois ans et demi pour fournir un financement direct aux entreprises locales. Une part de la facilité sera canalisée vers des banques locales sélectionnées pour l'octroi de prêts à des secteurs clés tels que l'agriculture, les infrastructures et les transports. Les bénéficiaires finaux sont les petites et moyennes entreprises (PME), les coopératives d'entreprises locales et les agriculteurs de l'Afrique de l'ouest. S'exprimant peu après l'approbation par le Conseil d'administration, le directeur général adjoint pour la région Afrique de l'ouest, Joseph Ribeiro, a indiqué que les institutions régionales de financement du développement telles que la BIDC sont des partenaires clés de la Banque africaine de développement et servent des marchés et des segments de clientèle essentiels au développement global du continent. «Elles jouent un rôle important dans la promotion du commerce et de l'inté-

gration régionale. Il s'agit du premier soutien financier de la Banque à la BIDC, et nous nous réjouissons à l'idée d'un partenariat encore plus solide dans un avenir proche», a-t-il déclaré. Le responsable du financement du commerce de la Banque, Lamin Drammeh, a souligné le besoin crucial d'un tel soutien dans la région. «Nous sommes ravis de travailler avec la BIDC pour accroître l'accès au financement du commerce dans la région de la CEDEAO, en mettant l'accent sur la chaîne de valeur agricole, les PME et les entreprises appartenant à des femmes», a-t-il déclaré. «Les institutions régionales comme la BIDC complètent les efforts de la Banque pour combler le déficit de financement du commerce en Afrique et constituent un moyen efficace d'acheminer les fonds nécessaires aux pays et secteurs mal desservis», a-t-il ajouté. La Banque africaine de développement estime que le déficit annuel de financement du commerce en Afrique est d'environ 81

milliards de dollars. Comparativement aux multinationales et aux grandes entreprises locales, les PME et autres entreprises nationales ont plus de difficultés à accéder au financement du commerce.

## À propos de la BIDC

La BIDC est le bras financier de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui comprend quinze États membres. Créée en 1999, elle opère à travers deux guichets, celui des opérations du secteur privé et celui des opérations du secteur public. Ses pays membres sont le Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo. La BIDC contribue à la réalisation des objectifs de la CEDEAO en soutenant des projets d'infrastructure et autres pour promouvoir l'intégration régionale.

## Togo

## Aba Kimelabalo, nouveau président de la HAPLUCIA

Au Togo, la Haute autorité de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées (HAPLUCIA), sera désormais dirigée par le juge Aba Kimelabalo. Il a été nommé par un décret présidentiel en remplacement de Wiyao Essohana qui vient d'être relevé de ses fonctions.

Le nouveau responsable de l'institution de lutte contre la corruption est un magistrat du premier grade. Il a été Directeur Général du Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA). Ex-Juge à la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, Aba Kimelabalo, a été remplacé depuis le 1er août 2022 par Edwin Harris à la tête du principal organe de lutte contre le blanchiment de capitaux, la cybercriminalité, le financement du terrorisme, les crimi-



nalités transfrontalières, dans l'espace CEDEAO, qu'il présidait depuis février 2018. En rappel, la HAPLUCIA est créée depuis 2015 par les autorités togolaises dans le but de combattre la corruption conformément à la ratification des instruments internationaux sur la lutte contre le

fléau notamment la Convention des Nations Unies contre la corruption, la convention de l'Union Africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption et le Protocole de la CEDEAO sur la lutte contre la corruption.

Avec Togo First

## Transformation industrielle et création d'emplois : même vision de Lomé à Libreville

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé, arrivé ce 30 janvier 2023 à Libreville pour une visite de travail et d'amitié de 48 heures au Gabon, s'est rendu à la Zone économique spéciale (ZES) de Nkok.

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé, arrivé ce 30 janvier 2023 à Libreville pour une visite de travail et d'amitié de 48 heures au Gabon, s'est rendu à la Zone économique spéciale (ZES) de Nkok.

Plateforme d'envergure destinée à accueillir des investisseurs et industriels, la ZES de Nkok est un important pôle de transformation des matières premières locales et de création d'emplois, à l'instar de la Plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA), inspirée de ce modèle.

Accompagné de son hôte, le Président Ali Bongo Ondimba, le chef de l'État togolais est donc allé à la découverte de nombreuses unités industrielles installées dans la ZES, ainsi qu'un important centre de formation professionnelle.

L'exploitation et la transformation du bois ont en particulier retenu l'attention des visiteurs. Les deux chefs d'État ont en effet procédé au lancement des activités de l'Africa View Natural Resources, première usine de fabrication de panneaux de particules implantée en Afrique centrale, pour la valorisation à 95% des rebuts de bois

Ils ont à cette occasion réaffirmé l'importance d'un développement industriel durable et respectueux de l'environnement

À Nkok, Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé a mis en terre, un plan sur le site de la ZES.



## Sommet Dakar 2

## 30 milliards de dollars pour stimuler la production alimentaire

Le deuxième sommet sur l'alimentation en Afrique, qui s'est tenu au Sénégal, s'est achevé vendredi. Les partenaires au développement sont convenus d'investir 30 milliards de dollars pour soutenir la détermination du continent à stimuler la productivité agricole et à devenir un grenier pour le monde.



● Nicole ESSO

Parmi les partenaires au développement figurent la Banque africaine de développement, qui prévoit de contribuer à hauteur de 10 milliards de dollars sur cinq ans, et la Banque islamique de développement, qui projette de fournir 5 milliards de dollars. Le sommet Dakar 2, qui avait pour thème «Nourrir l'Afrique : souveraineté alimentaire et résilience», a adopté une Déclaration sur la mise en œuvre de la résolution du sommet, qui sera soumise à l'Union africaine. Organisé par le gouvernement du Sénégal et la Banque africaine de développement, ce sommet a rassemblé plusieurs dizaines de dignitaires, dont 34 chefs d'État et de gouvernement, 70 ministres et des partenaires au développement, qui ont travaillé sans relâche à l'élaboration de pactes visant à transformer l'agriculture en Afrique. Le président de la République d'Irlande, Michael D. Higgins, a participé aux trois jours du sommet. Dans son allocution de clôture, le président du Groupe de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina, a déclaré que le continent et ses partenaires étaient déter-

minés à obtenir des résultats et que la mise en œuvre était essentielle pour stimuler la production alimentaire et nourrir l'Afrique. «Le message était clair : nous travaillerons ensemble pour soutenir fermement la mise en œuvre des Pactes de fourniture de denrées alimentaires et de produits agricoles au niveau national», a déclaré M. Adesina. Il a ajouté que les chefs d'État et de gouvernement se sont engagés à instaurer des conseils consultatifs présidentiels de haut niveau pour superviser la mise en œuvre des pactes, qui seront présidés par les présidents eux-mêmes dans leurs pays respectifs.

#### Un engagement ferme à produire des résultats

«Avec une détermination et une volonté collectives fortes, nous travaillerons en coordination et en partenariat pour aider les pays à réussir», a-t-il affirmé. M. Adesina a salué la forte participation enregistrée lors de l'événement. «Nous sommes venus en réponse à un vibrant appel lancé par l'Afrique : il est temps pour l'Afrique de nourrir l'Afrique. L'appel du clairon disait que le moment est propice et que l'heure est venue pour l'Afrique de se

nourrir par elle-même. Nous sommes venus d'Afrique. Nous sommes venus du monde entier». Dans la déclaration de Dakar, les dirigeants sont convenus de consacrer au moins 10 % des dépenses publiques à l'augmentation du financement de l'agriculture. Ils ont également décidé de déployer des ensembles de mesures de production robustes pour stimuler la productivité et accroître la résilience afin de parvenir à la sécurité et à l'autosuffisance alimentaires. Dans son discours de clôture, le Premier ministre sénégalais Amadou Ba a qualifié le sommet de «succès retentissant.» «L'agriculture crée des emplois et favorise la richesse et la santé», a-t-il déclaré, et il a appelé tous les citoyens d'Afrique à s'unir et à s'accorder sur un programme commun piloté par les Africains pour les Africains. Le Premier ministre Ba a ajouté : «C'est un paradoxe que l'Afrique soit le plus grand continent, mais également le plus dépendant. Nous devons dès à présent mettre fin à cette dépendance. L'Afrique doit consommer ce qu'elle produit, et produire ce qu'elle consomme.»

## Bénin

## Une stratégie nationale d'intelligence artificielle adoptée

L'une des ambitions du programme d'actions du gouvernement béninois est de faire du numérique l'un des moteurs du progrès économique et social.

Le gouvernement du Bénin a annoncé, mercredi 18 janvier, l'approbation par le Conseil des ministres de sa stratégie nationale d'intelligence artificielle (IA) et des mégadonnées (SNIAM) 2023-2027. L'objectif de cette démarche est « de positionner le Bénin comme un pays apte à saisir les opportunités actuelles et futures afférentes à l'intelligence artificielle et au traitement des données massives, ce qui le rendrait encore plus attractif pour tous types



d'investissements provenant notamment du secteur privé et des partenaires au développement », lit-on sur le site du Secrétariat général du gouvernement. D'un montant prévisionnel de 7,8 millions USD, la mise en œuvre du

plan quinquennal offrira l'opportunité d'exploiter l'IA dans les domaines cibles de développement, à l'instar de l'éducation, de la santé, de l'agriculture, du tourisme, etc.

Avec Agence Ecofin

## Santé

## Le Sénégal s'apprête à lancer un vaccin contre le paludisme

Le paludisme fait, chaque année, plusieurs centaines de milliers de décès dans le monde et le continent africain porte une part importante et disproportionnée de la charge mondiale de la maladie. Depuis plusieurs années, des efforts sont fournis afin de réduire l'impact du paludisme sur le continent.

Le Sénégal se prépare à mettre sur le marché un nouveau vaccin contre le paludisme. L'information a été rendue publique par les médias locaux lundi 23 janvier. Le vaccin a été développé par une équipe de chercheurs de l'Université Iba Der Thiam de Thiès. Selon la rectrice Pr Ramatoulaye Mbengue Ndiaye, citée par la presse, ce nouveau vaccin permettra de marquer une rupture avec l'utilisation des médicaments, « à savoir la chimio-prévention qui se fait ». L'annonce de ce nouveau vaccin intervient dans le cadre d'un atelier de 3 jours sur l'opérationnalisation d'un vaccin contre le paludisme en Afrique de l'Ouest, qui se tient à Dakar depuis lundi 23 janvier. La rencontre réunit plusieurs experts venus du Mali, du Nigeria, du Tchad et de la Guinée-Bissau pour un partage d'expériences et de bonnes pratiques. Au terme de cet atelier, des stratégies devront être élaborées « pour



affiner des approches et créer une démarche inclusive à travers les pays africains », explique Infos15. Le projet, piloté par l'Université Iba Der Thiam de Thiès, bénéficiera d'un appui du Fonds d'appui à la recherche et à l'innovation (FARI). Le FARI, dont l'objectif est de financer des projets de recherche-développement à fort impact socio-économique et/ou culturel et environnemental, soutient les projets qui s'inscrivent de façon générale dans la stratégie scientifique de l'Université de Thiès, telle que définie dans sa vision pour la recherche ainsi que

son plan stratégique 2018-2022. D'après l'OMS, en 2021, près de la moitié de la population mondiale était exposée au risque de paludisme. Le nombre estimé de décès imputables à la maladie s'est élevé à 619 000 pour 247 millions de cas au cours de cette année. Environ 95% des cas de paludisme et 96% des décès dus à la maladie ont été enregistrés en Afrique. Les enfants de moins de 5 ans représentent environ 80% de l'ensemble des décès palustres sur le continent.

Avec Agence Ecofin

## Rwanda

## Le FMI prévoit une croissance économique de 6,2% en 2023

L'institution financière multilatérale souligne que l'économie rwandaise fait preuve de résilience malgré les conséquences néfastes de la crise sanitaire et de la guerre en Ukraine.



La directrice du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva (photo), a estimé, jeudi 26 janvier, que l'économie rwandaise devrait enregistrer une croissance de 6,2% en 2023 et de 7,5% en 2024. « Nous nous attendons à ce que l'économie rwandaise progresse de 6,2% en 2023. Cette croissance s'accroîtra en 2024 pour atteindre 7,5% », a-t-elle déclaré à la presse locale lors d'une visite à Kigali. « Nous devons reconnaître que le Rwanda, comme le reste du monde, a été affecté par la pandémie de Covid-19 et

la guerre en Ukraine, qui ont retranché 1,7% de nos projections antérieures à la crise sanitaire », a ajouté Mme Georgieva, qui a examiné les perspectives de croissance économique et les efforts déployés par le pays en matière de lutte contre le changement climatique, lors de ses entretiens avec des responsables rwandais. En décembre dernier, le Rwanda est devenu le premier pays africain à bénéficier d'un financement du FMI au titre de la facilité pour la résilience et la durabilité (RSF), un nouveau mécanisme de prêt destiné à aider les pays à faible reve-

nu et les pays vulnérables à revenu intermédiaire à faire face à des difficultés à long terme, notamment celles liées au changement climatique et à la préparation aux pandémies. Le montant de ce financement, dont le décaissement est réparti sur plusieurs tranches, s'élève à 319 millions \$. Le changement climatique devient de plus en plus un enjeu de développement majeur pour les pays africains qui contribuent moins au réchauffement de la planète, mais subissent de plein fouet ses conséquences.

Avec Agence Ecofin



# BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mardi 31 janvier 2023

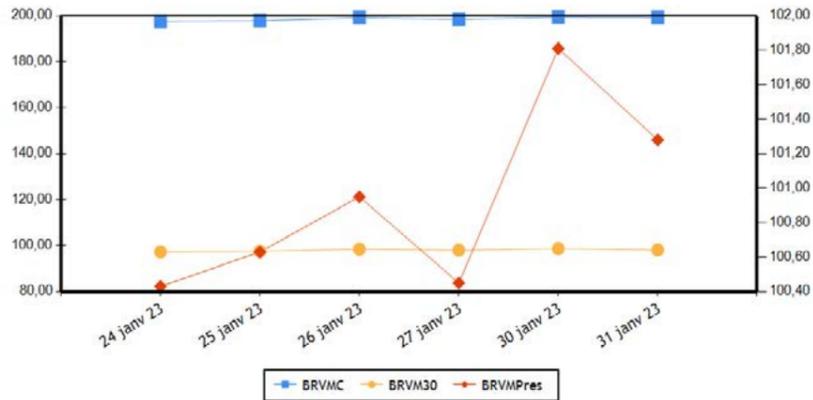
N° 22

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>199,26</b>
Variation Jour	-0,09 % ↓
Variation annuelle	-1,95 % ↓

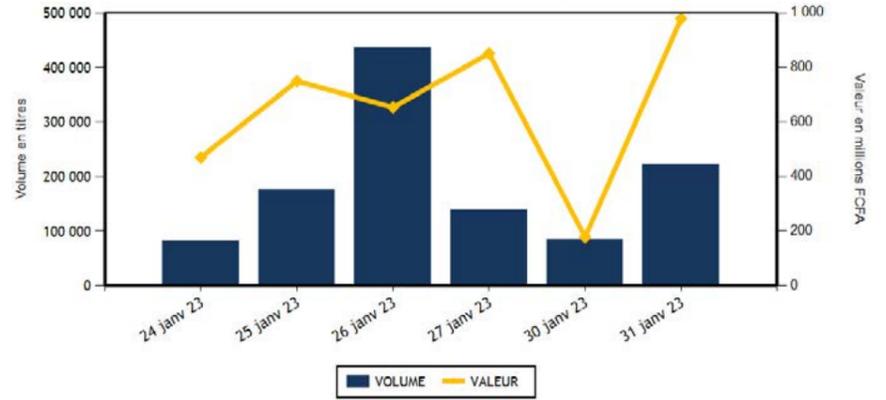
<b>BRVM 30</b>	<b>98,15</b>
Variation Jour	-0,57 % ↓
Variation annuelle	-1,85 % ↓

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>101,28</b>
Variation Jour	-0,52 % ↓
Variation annuelle	1,28 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 412 880 714 435	-0,09 %
Volume échangé (Actions & Droits)	221 017	166,63 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	956 454 850	496,92 %
Nombre de titres transigés	41	2,50 %
Nombre de titres en hausse	9	-35,71 %
Nombre de titres en baisse	17	13,33 %
Nombre de titres inchangés	15	36,36 %

**PLUS FORTES HAUSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SITAB CI (STBC)	6 415	7,45 %	-6,35 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	630	6,78 %	-7,35 %
SOGB CI (SOGC)	5 740	4,84 %	1,23 %
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	8 385	2,26 %	-0,06 %
TOTAL CI (TTLC)	2 040	1,49 %	7,65 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	9 099 432 264 957	0,08 %
Volume échangé	2 326	25,59 %
Valeur transigée (FCFA)	22 964 690	24,25 %
Nombre de titres transigés	7	-22,22 %
Nombre de titres en hausse	2	0,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	5	66,67 %

**PLUS FORTES BAISES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ONATEL BF (ONTBF)	3 200	-5,74 %	0,00 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	750	-5,66 %	0,00 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 000	-3,23 %	-23,57 %
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	4 700	-3,09 %	2,51 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 310	-2,96 %	1,16 %

**INDICES PAR COMPARTIMENT**

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	101,28	-0,52 %	1,28 %	179 785	682 545 100	6,04
BRVM-PRINCIPAL	36	96,05	0,09 %	-3,95 %	41 232	273 909 750	9,40

**INDICES SECTORIELS**

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	95,25	1,57 %	-8,61 %	2 589	3 130 840	25,09
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	487,60	0,05 %	-0,33 %	68 114	848 036 685	8,99
BRVM - FINANCES	15	73,77	-0,74 %	-2,30 %	142 537	76 822 700	6,86
BRVM - TRANSPORT	2	308,29	-2,64 %	-9,78 %	510	653 875	4,90
BRVM - AGRICULTURE	5	288,31	1,21 %	1,68 %	3 019	21 478 690	5,59
BRVM - DISTRIBUTION	7	340,44	-0,60 %	-5,05 %	4 248	6 332 060	24,81
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 233,88	0,00 %	5,26 %	0	0	12,01

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	7,94
Taux de rendement moyen du marché	7,77
Taux de rentabilité moyen du marché	8,31
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	113
Volume moyen annuel par séance	411 302,00
Valeur moyenne annuelle par séance	810 449 636,24

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	6,96
Ratio moyen de satisfaction	38,74
Ratio moyen de tendance	556,91
Ratio moyen de couverture	17,96
Taux de rotation moyen du marché	0,02
Prime de risque du marché	6,69
Nombre de SGI participantes	27

**Définitions**

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)  
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES  
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma  
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01  
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85  
 Fax : +225 20 32 66 84  
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org



## Allemagne

## Après avoir résisté, l'économie a calé fin 2022

Le produit intérieur brut allemand a chuté de 0,2% au quatrième trimestre, selon des chiffres publiés lundi. En cause: la consommation des ménages, qui a flanché à l'entrée de l'hiver.

L'Allemagne a enregistré une chute de 0,2% de son PIB au quatrième trimestre 2022, plombé par la crise énergétique et l'inflation, qui ont toutefois eu un impact moins lourd que redouté initialement, selon une première estimation publiée lundi. Sur l'ensemble de l'année, l'économie allemande a connu une hausse de 1,8% du PIB, légèrement révisée à la baisse. «Après avoir bien tenu, dans des conditions difficiles au cours des trois premiers trimestres, la performance économique a légèrement diminué», a indiqué l'institut Destatis, dans un communiqué. L'institut explique ce coup de frein par la consommation des ménages, qui a flanché à l'entrée dans l'hiver, après avoir résisté tout au long de l'année et porté l'activité.

## Berlin mise sur un retour de la croissance au printemps

Si le PIB reculait également au premier trimestre 2023, la première économie européenne entrerait techniquement en récession. «Si jamais une récession survient, elle sera plus courte et moins dure», et sera «compensée par un retour de la croissance à partir du printemps», a récemment assuré



le ministre de l'Économie Robert Habeck, assurant qu'une «crise économique grave» avait été évitée. La crise énergétique, causée par la guerre en Ukraine, a bousculé le modèle économique allemand, basé notamment sur l'importation massive de gaz peu cher, venant de Russie. La guerre a mis fin aux livraisons russes, occasionnant, pendant une partie de l'année, une flambée des prix en Europe. L'inflation s'est envolée, comme les coûts de production de l'industrie, moteur de la croissance allemande, alimentant les craintes d'une crise économique majeure pour le pays. Même si l'économie allemande a chuté, elle a globalement mieux résisté que redouté au regard de l'impact de l'invasion russe en Ukraine, selon le gouvernement.

**Le gouvernement ne prévoit plus de réces-**

## sion pour 2023

Plusieurs facteurs expliquent cette résilience. Les prix de l'énergie, et notamment du gaz, ont baissé ces derniers mois, grâce à un hiver doux en Europe, et aux efforts de Berlin pour accroître son approvisionnement en gaz liquéfié. L'Allemagne a ensuite dépensé sans compter pour soutenir les ménages et permis de préserver la dynamique de consommation enclenchée, en début d'année 2022, par la levée des restrictions contre la pandémie de Covid-19. Sur le front de l'offre, l'amélioration progressive des tensions sur les chaînes d'approvisionnement dans les marchés mondiaux a soulagé l'industrie exportatrice. Résultat: le gouvernement prévoit désormais une croissance de 0,2% sur l'ensemble de l'année 2023 et non plus une récession.

(AFP)

## Automobile

## Renault et Nissan confirment la refonte de leur alliance

Le constructeur automobile français Renault réduit à 15% sa part dans Nissan, qui va investir dans le pôle électrique de son allié.

Renault et Nissan ont confirmé lundi que le premier allait réduire sa part au capital du second à 15% contre 43,4% actuellement, pour mettre les deux constructeurs automobiles sur un pied d'égalité après des mois de négociations complexes. «L'ambition est de renforcer les liens de l'Alliance et de maximiser la création de valeur pour l'ensemble des parties prenantes», selon un communiqué commun. Il s'agit d'une refonte majeure des conditions de mariage entre les deux groupes, qui depuis le début de leur union en 1999 ont connu des périodes fastes mais aussi de graves crises de confiance, notamment après la chute spectaculaire du patron de leur alliance Carlos Ghosn en 2018. Renault et Nissan vont chacun détenir 15% du capital de

l'autre, «avec une obligation de conservation, ainsi qu'une obligation de plafonnement de leurs participations», selon un communiqué commun. Le groupe français ne va toutefois pas vendre immédiatement le reste de ses actions Nissan (28,4%) car leur valeur de marché est très inférieure à leur valeur actuellement inscrite dans ses comptes. Aussi, pour éviter des dépréciations massives, Renault va transférer cette tranche dans une fiducie basée en France, où les droits de vote attachés à ces actions seront «neutralisés» pour la plupart des décisions, est-il précisé dans le communiqué. Renault continuera en revanche de percevoir des dividendes sur ces titres jusqu'à leur vente effective, pour laquelle aucun délai spécifique n'a été fixé.

## Investissement dans Ampere

Nissan va par ailleurs investir dans Ampere, le futur pôle électrique de son partenaire français, pour en devenir un «actionnaire stratégique». Le montant de cet engagement n'a pas encore été précisé pour le moment. De nouveaux projets opérationnels entre Renault et Nissan sont également prévus en Amérique latine, en Inde et en Europe, selon le communiqué. Les accords sur ces différents volets «sont en cours de finalisation» et doivent encore être validés par les conseils d'administration respectifs des deux groupes. Des annonces plus détaillées devraient intervenir le 6 février, avait indiqué la semaine dernière, à l'AFP, une source proche du dossier.

(AFP)

## L'éco en bref

## Economie : la demande en or a explosé depuis 2011

La demande globale d'or a atteint en 2022, son plus niveau le plus élevé depuis 2011, portée par des achats records des banquiers centraux, qui ont plus que doublé en un an, selon un rapport du Conseil mondial de l'or (CMO) publié mardi. La demande d'or pour l'ensemble de l'année 2022 s'est établie à 4740,7 tonnes, en augmentation de 18% par rapport à 2021, propulsée par un quatrième trimestre robuste. «La grande surprise de l'année a été évidemment la demande record des banques centrales, qui a atteint son plus haut niveau depuis 55 ans, avec le second semestre à lui seul générant des achats de plus de 800 tonnes», affirme à l'AFP, Louise Street, analyste au sein de l'organisation. Ces institutions se sont en effet ruées vers l'or durant l'année, la demande ayant plus que doublé en un an en atteignant 1135,7 tonnes en 2022 contre 450,1 l'année précédente.



## Mexique : croissance du PIB de 3% en 2022

L'économie mexicaine, deuxième d'Amérique latine après le Brésil, a connu une croissance de 3% en 2022, selon des statistiques provisoires publiées mardi, par l'Institut national des statistiques (Inegi). Ce chiffre est dû à une croissance de 3,2% de l'activité industrielle, de 2,7% du secteur des services et de 3% des activités primaires, précise l'institut. Au quatrième trimestre de 2022, le PIB mexicain a progressé de 3,6% en glissement annuel et de 0,4% par rapport au trimestre précédent. Les spécialistes interrogés par la banque centrale dans son enquête mensuelle prévoient une croissance de 0,9% pour 2023.

## Gautam Adani a réussi son offre publique de suivi de 2,5 milliards de dollars

Le conglomérat de l'Indien Gautam Adani a réussi mardi son offre publique de suivi (FPO) pour 2,5 milliards de dollars, sursouscrite grâce à des investisseurs institutionnels, en dépit des accusations de fraude qui ont fait perdre au groupe 70 milliards de dollars en valeur. L'offre était souscrite à 112% mardi après-midi par des institutions, des fonds d'investissement étrangers entre autres grands investisseurs. Les petits investisseurs se sont en revanche tenus à l'écart. Le titre d'Adani Enterprises a terminé la séance à la Bourse de Bombay mardi en hausse de 3,35% à 2975 roupies, bien en deçà de la fourchette de prix allant de 3112 à 3276 roupies fixée pour la FPO. Les actions d'Adani Power et Adani Wilmar ont en revanche clos respectivement en recul de 5%. Les titres du conglomérat Adani ont perdu près de 70 milliards de dollars en valeur ces derniers jours. Mais c'est l'action d'Adani Total Gas qui a fait le gros plongeon mardi, les échanges ayant été interrompus une nouvelle fois après une chute de 10% dans la matinée.



## L'industrie automobile prévoit un rebond de 5% du marché européen en 2023

Le marché automobile européen pourrait rebondir de 5% en 2023, à 9,8 millions de véhicules vendus, mais restera loin de ses niveaux d'avant-crise, a indiqué mardi l'Association des constructeurs (ACEA). «Nous restons à 25% en dessous des niveaux de 2019, la situation reste fragile», estime la directrice générale de l'ACEA, Sigrid De Vries, lors d'une conférence de presse à Bruxelles. Ralenti par les pénuries de puces électroniques, le marché était revenu l'an dernier à son niveau de 1993, avec seulement 9,3 millions de véhicules neufs écoulés (-4,6% sur un an). 2022 a été une troisième année compliquée pour l'industrie automobile, après une année 2020 marquée par des fermetures d'usines et des restrictions sanitaires, et une année 2021 affectée par des pénuries de puces électroniques et des problèmes de logistique qui ont douché les espoirs de reprise durable.

## Portugal : chômage en hausse en décembre à 6,7%

Le taux de chômage a progressé au Portugal en décembre, à 6,7%, contre 6,4% en novembre, selon une estimation provisoire publiée mardi par l'Institut national des statistiques (Ine). Le pays ibérique comptait 347'600 chômeurs, soit une hausse de 3,2% par rapport au mois précédent et de 14% par rapport à décembre 2021. Le taux de chômage a augmenté de façon plus accentuée chez les plus de 25 ans, à 5,8%, reculant légèrement chez les jeunes (18,5%). Dans ses dernières prévisions économiques, la Banque du Portugal estime que le taux de chômage restera stable, à 5,9%, entre 2022 et 2025.

Sélection AFP & REUTERS



## INVESTIR EN ZONE UEMOA



EMETTEUR	CÔTE D'IVOIRE	NIGER
Date	31/01/2023	02/02/2023
Instrument	BAT 182J - BAT 364J	BAT 91J - OAT 3A
Montant (en Mds de FCFA)	60	35
Taux d'intérêt	Multiples	Multiples - 5,60%

Pour toute information complémentaire, rendez-vous sur : [www.umoatitres.org](http://www.umoatitres.org)

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Les questions financières seront particulièrement intéressantes aujourd'hui. Vous saurez vous battre pour obtenir gain de cause, et aussi contourner les obstacles quand cela s'avérera nécessaire. Les contrats seront favorisés car vous saurez judicieusement défendre vos intérêts. Vous récolterez quelques gains confortables ; mais ce ne sera pas une raison pour jeter l'argent par les fenêtres ! Restez modéré, et gardez les pieds sur terre.

**Taureau** Uranus continuera à apporter de la surprise dans vos revenus, pour votre plus grand bénéfice d'ailleurs. Le Soleil et Mercure, de leur côté, vous promettent habileté et lucidité dans les négociations de contrats, intelligence et flair dans vos placements. Bref, si vous faites confiance à votre instinct, ce sera le moment d'exploiter financiers tous azimuts.

**Gémeaux** A moins d'être très fort au poker ou autres jeux d'arnaque, vous devrez vous montrer très vigilant, sinon adieu veaux et vaches ! Ne prêtez ni n'empruntez, car vous reverriez difficilement la couleur de votre argent ou auriez du mal à rembourser dans les délais prévus. Ne misez pas sur des valeurs étrangères, qui vous réservent de pénibles surprises cette fois-ci.

**Cancer** Sur le plan financier, la prudence s'imposera. Sachez patienter sans enrager. Avant la fin de la journée un déblocage bénéfique pourrait intervenir si vos projets et vos spéculations restent intelligents et raisonnables.

**Lion** Uranus et Neptune vont être la cause d'un peu d'instabilité dans le domaine financier. Par son côté soudain et inattendu, Uranus pourrait être à l'origine de la défaillance d'appareils électroménagers, qui vous obligera à faire face à des dépenses imprévues. Ne comptez pas trop sur Neptune pour arranger les choses : la spécialité de cette planète est de vous faire miroiter des rentrées d'argent qui peuvent s'avérer illusoire.

**Vierge** Mercure arrivera à la rescousse et vous fera faire des gains imprévus. Mais attention : cette planète poussera aussi à la dépense ! En cas de gain important, mettez de côté l'argent que vous avez gagné, et n'y touchez plus pendant longtemps.

**Balance** Vos finances seront dans l'ensemble protégées par Pluton. Vous serez à l'abri des difficultés, à condition, bien sûr, de ne pas prendre trop de risques. Offrez-vous quelques petits extras afin de maintenir votre moral, mais ne vous ruinez pas pour autant ! Pour les natifs les plus prudents, la journée pourra apporter une bonne surprise. Un placement va se mettre à rapporter gros.

**Scorpion** Vous devrez vous montrer d'une vigilance rigoureuse dans le domaine financier : cette configuration de Saturne sera assez dangereuse. Vous serez enclin à dépenser un peu trop, de manière imprudente et désordonnée. Un peu de volonté pour ne pas céder aux tentations, s'il vous plaît !

**Sagittaire** Consolidez patiemment votre situation matérielle, en évitant de chercher à brûler les étapes. Faites toujours preuve de rectitude et de fair-play, même si cela ne vous avance pas aussi vite que vous le souhaitez. Rappelez-vous que "celui qui se hâte de s'enrichir ne sera pas innocent" (Livre des Proverbes).

**Capricorne** Avec la planète Vénus dans votre camp, vous ne trouverez pas de meilleur moment que cette journée pour effectuer des transactions financières ou des opérations immobilières importantes. Les circonstances vous seront particulièrement favorables, et le succès vous sera acquis d'avance.

**Verseau** Votre sens de l'opportunité, bien aiguisé par l'action de Mercure, vous permettra de compter sur une certaine chance financière. Mais prenez garde à ne pas sortir de la légalité, et sachez refuser les offres douteuses sur ce plan.

**Poissons** Vous devrez surtout résister aujourd'hui à l'impulsion de dépenser, d'acheter des quantités de choses qui ne se révéleront pas indispensables. Prenez note de cet avertissement de Benjamin Franklin : "Si vous achetez ce qui est superflu, vous vendrez bientôt ce qui est nécessaire".

**L'économiste** du Togo  
Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC  
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières  
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »  
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207  
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé  
Email : [contact@leconomistedutogo.tg](mailto:contact@leconomistedutogo.tg)  
Site web : [www.leconomistedutogo.tg](http://www.leconomistedutogo.tg)  
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

### Directeur Général

Léonard DOSSOU  
(+228 96 26 05 15)

### Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE  
(+228 91 46 14 79)

### Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A  
(+228 90 16 47 09)

### Rédacteur en Chef

Joël YANCLO  
(+228 97 78 79 07)

### Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

### Directeur Commercial

Eli DEKOU  
(+228 92 10 93 53)

### Correcteur

Michel Yao AYEVA

### Graphiste

Gérard DAMAWOU

## Tribune libre

## L'Afrique doit-elle dénoncer ses contrats de concessions signés avec le capital étranger ?



Continent en croissance, où tout reste à faire, le Continent suscite de plus en plus d'intérêt du côté des investisseurs étrangers notamment dans ses projets d'infrastructures urbaines. Est-elle pénalisée dans la mise en œuvre de ces contrats ? Tout porte à le croire.

Les récents débats autour de la viabilité du Train express régional au Sénégal m'amènent à faire état de notre expérience internationale d'une vingtaine d'années dans les problématiques de financement de projets

Les Etats africains sont souvent exposés à des manques à gagner importants dans leurs relations avec leurs partenaires étrangers.

Les sociétés de gestion créées localement par ces partenaires pour administrer les sociétés de patrimoine sont parfois détenues à hauteur de 100% facilitant l'opacité la plus totale dans la gestion. Les Etats concernés n'étant pas dans les tours de table n'ont aucun pouvoir de contrôle encore moins d'influer sur les décisions

A cela s'ajoute qu'en général, les montages juridiques sont peu sécurisants. Les intérêts étrangers arrivent à connecter les sociétés de gestion locales créées non pas aux entreprises partenaires stratégiques de premier plan disposant d'expérience en l'occurrence la SNCF pour le cas du TER mais à des sociétés tampons. Essentiellement soit disant pour ne pas ternir leur image de marque dans leurs relations avec des sociétés évoluant dans des pays en développement mais surtout pour dégager leur responsabilité le cas échéant. Dans de nombreux cas, c'est aussi pour soustraire les questions de trafic d'influence et de corruption à ces sociétés écrans. Cela peut dès fois être motivé par des stratégies d'optimisation fiscale. Les Etats des pays en développement devraient amener leurs partenaires étrangers à mieux « mouiller le maillot » dans le partage des risques.

Au plan financier, les sociétés étrangères qui s'investissent dans les projets en Afrique sous forme de concession notamment d'affermage trouvent toujours le moyen de faire supporter leurs déficits d'exploitation non justifiés aux Etats. Les postes les plus importants liés à la gestion de la trésorerie et de manière plus générale aux finances sont confiés à des expatriés. Elles font supporter des charges salariales hors de proportions aux gouvernements en rémunérant parfois des dirigeants étrangers sans expérience dans le métier. Comment peut-on par exemple justifier des salaires de 50 millions de FCFA ( 76 000 euros) et autres avantages non compris dans des pays où le SMIG mensuel ne dépasse guère les 100 euros ? Qui plus est concernant des sociétés qui n'ont même pas encore atteint leur vitesse de croisière et leur début de rentabilité. Il est même arrivé dans certains projets que les investisseurs étrangers se rémunèrent de façon absolument peu orthodoxe dès l'excédent brut d'exploitation en ne souciant même pas des perspectives de rentabilité.

Au plan administratif, cette situation juridique bancaire amène souvent les gestionnaires étrangers à vouloir écarter systématiquement le personnel d'encadrement local curieux d'en savoir plus et prompt à dénoncer les irrégularités.

En ce qui concerne les méthodologies de détermination du chiffre d'affaires, elles sont plombées depuis le départ par des business plan « gonflés », au

demeurant peu conformes à la réalité et qui ont tendance à surestimer les trafics en dehors de toute logique commerciale. Parfois pour justifier d'éventuels appels en comblement de déficit d'exploitation ou de passifs selon les cas.

Les contrats sont en général mal rédigés ne protègent pas les intérêts supérieurs du pays et sont rarement publiés alimentant ainsi du côté de l'opinion toute sorte de supputation. Les gouvernements africains devraient être très prudents et s'entourer des meilleurs experts pour protéger les intérêts de leurs citoyens. Il faudrait qu'ils soient présents dans le capital des sociétés d'exploitation pour avoir une vue globale sur la gestion et éviter les abus et le manque de transparence.

Il faut revoir aussi la problématique des prévisions hasardeuses et incohérentes avec comme seul objectif de doper les avantages du gestionnaires étranger ;

Les Etats devraient par ailleurs être rigoureux en obligeant les opérateurs étrangers qui viennent convoiter leurs marchés publics à s'inscrire dans des stratégies gagnant gagnant au lieu de toujours vouloir s'imposer en évoluant de manière solitaire. L'objectif ultime doit être d'accompagner un exploitant local et de favoriser des transitions favorables aux pays d'accueil grâce au transfert de compétence et de technologie. Les sociétés de gestion gagneraient à être constituées en joint-venture avec une structure de capital équilibrée dans laquelle, les Etats aec une minorité de blocage d'au moins 33%, seraient représentés non pas par des fonctionnaires mais par des cadres privés locaux hautement compétents.

Côté management, les Gouvernements pour aucune raison que ce soit ne devraient accepter que le poste de Directeur général soit confié à la partie étrangère. Évidemment ce sera à priori difficile mais les négociations devraient même viser la possibilité d'obtenir l'intervention directe du partenaire étranger stratégique lui-même, en tant qu'actionnaire ou garant.

A court terme, il faut dénoncer les contrats, trouver des moyens de les renégocier voire de les reprofiler en trouvant d'autres investisseurs plus crédibles.

Quant aux partenaires étrangers, ils devraient être moins arrogants et jouer plus collectifs.

*Magaye GAYE*

*Economiste international*

*Professeur à l'institut Supérieur de gestion de Paris*

## INGENIERIE DE LA FORMATION & CONSULTING

► Stratégie & Management ► Finance & Gestion ► Audit & Gestion de Projet  
► Gouvernance locale & Coaching

**FICHE DE RENSEIGNEMENT**

### COURS CLASSIQUE DU SOIR

Une attestation agréée par l'Etat est délivrée à la fin de la formation.

- **INFORMATIQUE BUREAUTIQUE**
- **PERFECTIONNEMENT EN Ms OFFICE ( Word, Excel, PowerPoint, Accès...)**

<b>Inscription</b>	<b>5000 Fcfa</b>
<b>Frais de Formation</b>	<b>50 000 Fcfa</b>
<b>Durée de la formation</b>	<b>15 - 30 Jours</b>

- **MONTAGE ET GESTION DES PROJETS**
- **GESTION ET MANAGEMENT DES ENTREPRISES**
- **FISCALITÉ ET GESTION APPROFONDIE DES SOCIÉTÉS**
- **AUDIT FINANCIER ET COMPTABLE DES ENTREPRISES**
- **COMPTABILITÉ - CAISSE APPROFONDIE**

<b>Inscription</b>	<b>10 000 Fcfa</b>
<b>Frais de Formation</b>	<b>A déterminer</b>
<b>Durée de la formation</b>	<b>Au moins 02 Mois</b>

**Disponible uniquement en cours du soir 18h - 20h**

☎ (+228) 93 17 30 99 / 70 21 91 91
📍 Avédji - Lomé (TOGO)

✉ ifcgroupotogo19@gmail.com

**Intégration Régionale**

**Le Comité National de Consultation en réflexion à Kpalimé**

**Akou Mawussé A. ADETOU-AFIDEGNIGBA, Directrice de cabinet du ministre de l'Economie et des Finances, a procédé, mardi 31 janvier 2023 à Kpalimé, à l'ouverture de l'atelier d'échanges et de réflexion sur le processus d'intégration régionale du Comité National de Consultation sur l'Intégration Régionale.**

● **Wilson LAWSON**

**L**a Vision 2050 de la CEDEAO : défis et perspectives ; les défis et perspectives de l'intégration dans l'espace CEDEAO ; la CEDEAO et le chantier de la paix, de la sécurité, de la stabilité et de la promotion de la bonne gouvernance ; la problématique de mise en œuvre des Protocoles relatifs à la libre circulation des personnes : tracasseries au niveau des frontières ; la Stratégie Régionale Intégrée du Développement du Capital Humain de la CEDEAO : Opportunités et défis, sont les thématiques abordés au cours de l'atelier. « Je voudrais donc féliciter cette initiative de la Cellule CEDEAO-UEMOA de sensibiliser et d'échanger sur les défis et perspectives de notre organisation commune... Notre présence ici ce jour constitue la preuve de la pleine et entière adhésion de notre pays au processus d'intégration communautaire », a déclaré Akou Mawussé A. ADETOU-AFIDEGNIGBA, Directrice de cabinet du ministre de l'Economie et des Finances. Considérant que les communications inscrites à l'agenda de l'atelier qui portent sur les grandes thématiques constituant les missions principales de la CEDEAO, elle « ne doute pas un seul instant que le rendez-vous de Kpalimé ne puisse



● **Mme Akou Mawussé A. ADETOU-AFIDEGNIGBA, Directrice de cabinet du ministre de l'Economie et des Finances**

tenir toutes ses promesses et que les participants en sortiront avec l'engagement de partager autour d'eux les informations reçues au cours de ces trois jours d'échanges. » La CEDEAO œuvre toujours, avec succès, à la promotion de la coopération et de l'intégration dans la perspective d'une union économique de l'Afrique de l'Ouest en vue d'élever le niveau de vie des peuples, de maintenir la stabilité économique, de renforcer les relations entre les Etats membres et, au-delà, de contribuer au progrès et au développement du continent africain. Malgré la volonté politique affichée par les pères fondateurs, d'accorder la priorité à la politique d'intégration économique, au fil des ans et à l'épreuve des faits, la CEDEAO s'est trouvée confrontée à de nouveaux défis majeurs dont la résolution conditionne la réussite du premier objectif qui est essentiellement économique. C'est ainsi que la CEDEAO s'est trouvée dans

la nécessité, pour réussir l'intégration économique, de faire des questions de paix et de sécurité une priorité et un chantier majeur de l'Union. En effet, elle s'est rendue compte que les conflits inter-Etats, les crises socio-politiques, les conflits frontaliers, les guerres civiles, constituent des entraves majeures à la réalisation de sa mission originelle. « C'est le lieu pour moi de saluer les efforts, l'implication et la médiation du Président de la République Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE dans la gestion de la crise née de l'arrestation de 49 soldats ivoiriens au Mali en juillet 2022 » précise la représentante du ministre de l'Economie et des Finances. Les missions de la CEDEAO, multiples et variées, sont contenues dans le Traité révisé de juillet 1993. Mais force est de constater que, 47 ans après la création de la CEDEAO, le contenu de ce Traité est peu connu par les populations de la communauté. De même plusieurs protocoles et conventions qui auraient dû être ratifiés par tous les Etats ne le sont pas encore, alors qu'ils sont importants dans la mise en œuvre des programmes et projets communautaires pour le bonheur des populations.



**Commune d'Agou2**

**A Tagba, l'eau potable est une réalité**

**Le village est à moins de 82 Km de Lomé et à 25 km d'Amoussoukope, chef-lieu de la commune d'Agou2 avec une population estimée à 300 habitants.**

**L**e village dispose de deux points d'eau asséchés anormalement. Suite à l'assèchement anormal des deux forages alimentant en eau potable la localité de Tagba, le ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise en partenariat avec l'association Horizon du Monde Togo facilitation avec association aid'afrique Aveyron ont mis à la disposition des populations un nouveau poste d'eau autonome avec un forage de 100 m de profondeur fonctionnant provisoirement avec un groupe électrogène. « L'eau est devenue une denrée permanente et c'est sans compter le bonheur de nos familles et la santé de nos enfants », s'exclame Mme Godzo Yawa Ama. Pour renforcer davantage la déserte et conformé-



ment à la feuille de route gouvernementale 2020-2025 pour le secteur de l'eau, les ouvrages existants qui servaient à l'approvisionnement qui sont aujourd'hui hors de service doivent être réhabilités. A Amoussoukopé, chef-lieu de la commune d'Agou 2, les travaux hydrauliques sont au programme et ces différents efforts du gouverne-

ment sont louables. Le mini AEP construit à Wudzrale à 3 km d'Amoussoukopé suscite un intérêt de raccordement au réseau d'eau TdE d'Amoussoukopé avec un château d'eau de 50m3 en vue de pallier les difficultés d'approvisionnement en eau potable dans cette localité.

©AfreePress

**Commune du golfe 7**

**Formation des femmes sur la préparation du savon, la décoration, ...**

**Aimé Koffi Djikounou, le maire de la commune du golfe 7 a lancé officiellement lundi 30 janvier 2023 la formation des femmes sur le perlage, le savon, la décoration et le make-up. Selon le premier magistrat de la commune, cette formation a pour but d'encourager l'entrepreneuriat et l'auto-emploi des femmes de la population d'Awatamé.**

**C**ette formation qui a commencé ce lundi va durer 5 jours selon les initiateurs. Après la population d'Awatamé, le maire Aimé Koffi Djikounou informe que les autres villages de la commune aussi en bénéficieront. « Nous sommes à Awatamé aujourd'hui pour un intérêt bien précis. Nous avons organisé une formation à l'endroit de la jeunesse. En tant que délégué communal du Mouvement des Jeunes Unir (MJU), nous avons des objectifs précis et des rôles à jouer au sein de notre partie. En fait, cette formation vise également à appuyer les actions du chef de l'état. Nous voulons former les jeunes les plus démunis et les jeunes non scolarisés afin qu'ils



puissent subvenir à leurs besoins. Nous allons prendre toutes les dispositions pour que tous leurs produits soient distribués dans les supermarchés de notre ressort territorial conformément à la politique du consommateur local décrétée par le gouvernement togolais » a indiqué Aimé Djikounou, le maire de la commune du golfe 7. En effet, plus de 200 femmes de la population d'Awatamé sont venues suivre cette formation sur le savon, la décoration, le perlage et le make-up. Selon la formatrice en make-up,

Dametare Yempapou Reine, cette formation va permettre aux bénéficiaires de ne plus dépendre des autres. « Nous allons aider ces femmes à savoir comment faire le make-up. D'habitude, les gens pensent, quand on parle de make-up, que c'est le visage seul qu'on arrange. Or, il y a plusieurs types de make-up. Dans make-up, il y a pédicure manucure et beaucoup d'autres choses que nous allons livrer à ces femmes » a précisé Dametare Yempapou Reine, la formatrice en make-up. Quant à Koffi Ayivon, le formateur en décoration, les bénéficiaires ont beaucoup de chance car dit-il, c'est une opportunité à saisir et à tout faire pour maîtriser les techniques.

Avec lenautre.info

**Le Togo en chiffres**

Produits échangés		Produits échangés	
<b>1,0 Mds USD de produits exportés en 2020</b>	<b>2,2 Mds USD de produits importés en 2020</b>		
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	9,0	Energie électrique	5,1
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées	8,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...	5,1
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
		(autres que les médicaments) ...	
		Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	6,8
		Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	3,4
		Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	6,5
		Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ...	3,2
		Coton, non cardé ni peigné	6,5
		Huile de palme et ses fractions, même raffinées, ...	3,1
		Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux...	5,4
		Riz	2,7
		Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches...	3,3
		Véhicules automobiles pour le transport de marchandises...	2,5
		Fèves de soja, même concassées	2,7
		Tissus de coton, contenant >= 85% en poids de coton...	1,9

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100



# UEMOA

## Cour de Justice

COUR DE JUSTICE  
de  
L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE  
OUEST AFRICAINE (UEMOA)

-----  
PRESIDENCE

-----  
GREFFE



### AVIS D'AUDIENCE PUBLIQUE DE PRESTATION DE SERMENT DES MEMBRES DE LA COUR DE JUSTICE DE L'UEMOA

AVIS EST DONNE AUX MEMBRES D'ORGANES, AU PERSONNEL DE L'UNION ET AU PUBLIC QUE LE MERCREDI 1<sup>er</sup> FEVRIER 2023 A PARTIR DE 10 HEURES, SE TIENDRA DANS LA SALLE D'AUDIENCE DE LA COUR DE JUSTICE DE L'UEMOA, SISE A OUAGA 2000, PLACE DU MEMORIAL AUX HEROS NATIONAUX, UNE AUDIENCE PUBLIQUE DE PRESTATION DE SERMENT DES MEMBRES DE LA COUR DE CEANS.

Fait à Ouagadougou, le 31 janvier 2023

Le Greffier

Me Boubakar TAWEYE MAIDANDA

Place du Mémorial aux Héros Nationaux - 01 BP. 5188 Ouagadougou 01 – Burkina Faso - Tél. (226) 25 37 45 18 - Fax (226) 25 31 88 72  
Email : [cdj@uemoa.int](mailto:cdj@uemoa.int) Sites Internet : [www.uemoa.int](http://www.uemoa.int) et [www.courdejusticeuemoa.org](http://www.courdejusticeuemoa.org)